

Synthèse

- 1 point :

Tant pour la masse salariale que pour les effectifs, en Haute-Normandie, l'évolution annuelle est inférieure de 1 point par rapport à la moyenne nationale

Tous les moteurs de l'activité sont dans le rouge : baisse de l'activité mondiale, réduction des investissements, diminution du pouvoir d'achat en raison d'une pression fiscale forte et de la disparition des subventions de consommation par l'Etat. Comme les autres régions, la Haute-Normandie souffre de cet environnement économique peu favorable. Le début de l'année 2013 n'augure pas le moindre début de reprise: les effectifs restent sur le même rythme de destructions qu'en fin 2012 (-1,6%) et la masse salariale n'augmente plus (+0,1%).

7 500 emplois nets détruits en un an font descendre le volume d'emploi à 467 300 salariés en données CVS.

Le département de l'Eure creuse un peu plus son déficit d'emploi -2,2% (après -2,0% fin 2012) tandis que la Seine-Maritime réduit légèrement ses destructions d'emplois -1,3% (après -1,5% fin 2012).

Tous les secteurs de l'Industrie sont en recul, excepté celui de l'Energie. La Construction s'effondre. Le Commerce continue

de souffrir. L'Intérim présente les pertes d'emploi les plus fortes. Seuls les Services hors intérim sont stables.

La Haute-Normandie fait partie des cinq régions les moins bien orientées: les quatre autres allant de la Picardie à la Franche Comté.

Le taux de chômage régional est estimé à 11,7% à fin mars 2013, contre un taux national métropole de 10,4%. La Seine-Maritime connaît un taux de chômage plus élevé (11,9%) que celui de l'Eure (11,3%).

La masse salariale versée par les entreprises du secteur concurrentiel en Haute-Normandie se tasse (+0,1% au premier trimestre 2013 après +0,7% au quatrième trimestre 2012); sa croissance est inférieure à celle du niveau national (+1,1%). Elle diminue de -0,5% dans l'Eure et progresse de +0,3% en Seine-Maritime.

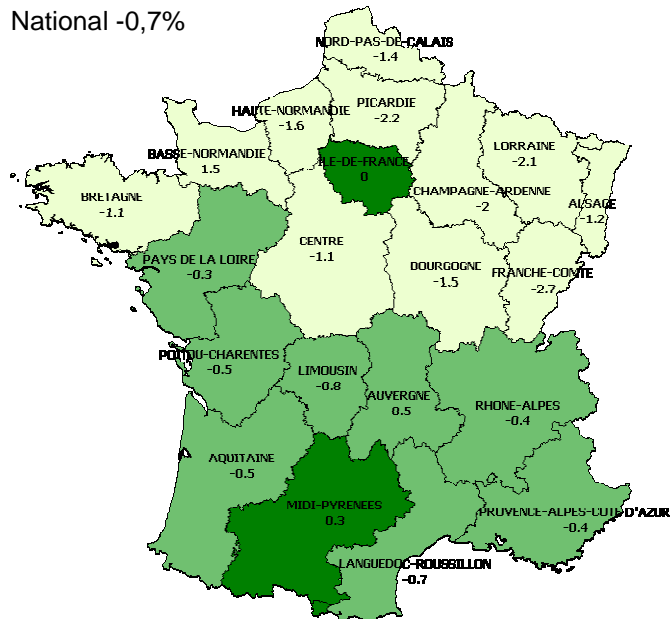
Le salaire moyen par tête (SMPT) s'élève à 2 289 euros et s'accroît en un an (+1,7%) au même rythme que celui du niveau national.

L'emploi et la masse salariale

dans le secteur concurrentiel en Haute-Normandie

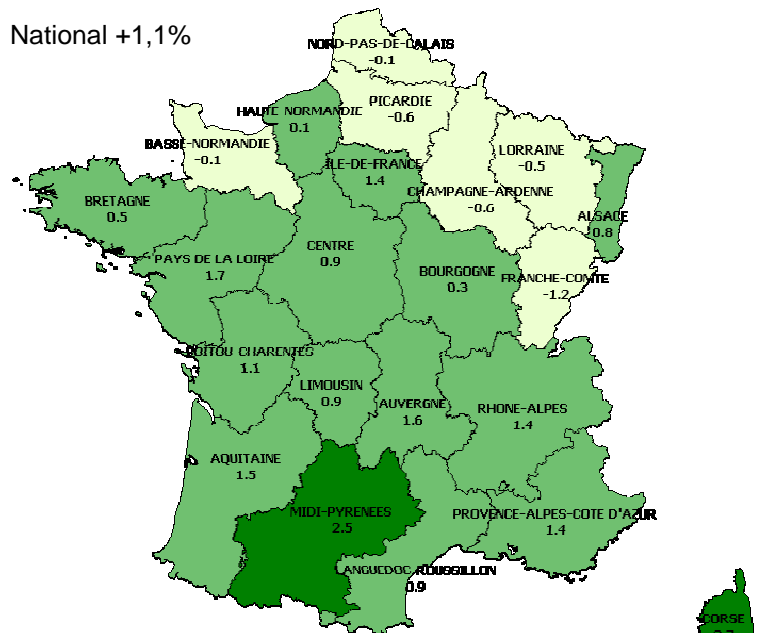
Evolution en glissement annuel au 1er trimestre 2013

National -0,7%



Effectifs

National +1,1%



Masse salariale

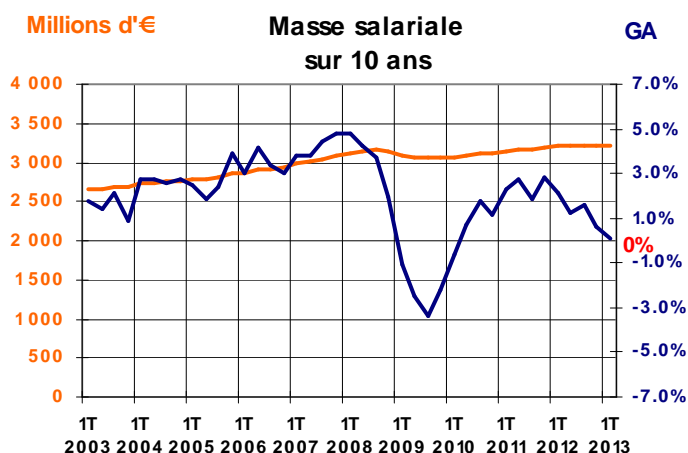
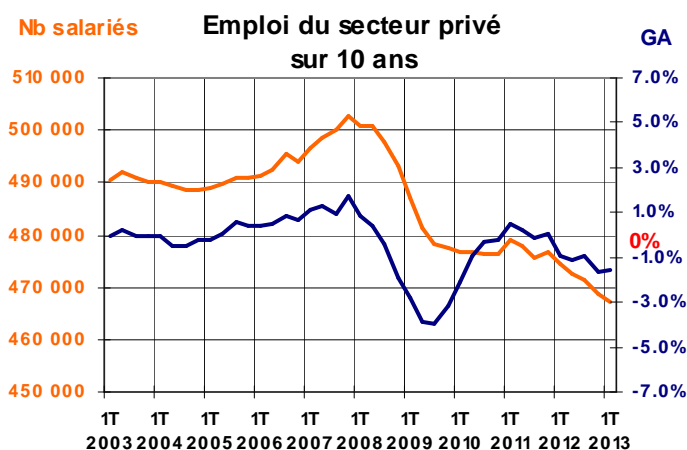
Secteur concurrentiel - Haute-Normandie	En niveau 2013 T1	Glissement trimestriel				Glissement annuel		
		2012 T1	2012 T2	2012 T3	2012 T4	2013 T1	2012 T4	2013 T1
Masse salariale (en Millions€)	3 215	0.4%	0.1%	0.0%	0.1%	-0.1%	0.6%	0.1%
Emploi salarié (en nombre)	467 328	-0.4%	-0.4%	-0.3%	-0.5%	-0.3%	-1.6%	-1.6%
Salaires moyen par tête mensuel (en €)	2 289	0.5%	0.5%	0.4%	0.5%	0.3%	1.9%	1.7%
Indice des prix à la consommation hors tabac		0.9	0.1	0.0	0.2	0.5	1.2	0.9

L'emploi et la masse salariale

par secteur d'activité au 1^{er} trimestre 2013

En valeur CVS	Effectif salarié									Masse salariale							
	2013 T1 En nombre	Glissement trimestriel					G annuel			2013 T1 Millions €	Glissement trimestriel					G annuel	
		2012 T1	2012 T2	2012 T3	2012 T4	2013 T1	2012 T4	2013 T1	2012 T1		2012 T2	2012 T3	2012 T4	2013 T1	2012 T4	2013 T1	
TOTAL (dont Autres)	467 328	-0.4%	-0.4%	-0.3%	-0.5%	-0.3%	-1.6%	-1.6%	3 215	0.4%	0.1%	0.0%	0.1%	-0.1%	0.6%	0.1%	
Industrie	116 218	0.0%	-0.7%	-0.1%	-0.4%	-0.4%	-1.3%	-1.6%	1 021	1.0%	-0.5%	0.2%	0.1%	0.6%	0.8%	0.4%	
Construction	42 871	-0.3%	-0.8%	-0.4%	-1.5%	-0.6%	-2.9%	-3.2%	257	0.0%	-0.3%	0.1%	-0.8%	-0.8%	-1.0%	-1.8%	
Commerce	71 481	-0.6%	-0.5%	-0.1%	-0.2%	-0.4%	-1.4%	-1.2%	430	-0.2%	0.8%	0.0%	-0.4%	-0.4%	0.3%	0.0%	
Services	236 597	-0.6%	-0.3%	-0.4%	-0.4%	-0.3%	-1.7%	-1.4%	1 506	0.2%	0.3%	0.1%	0.2%	-0.3%	0.8%	0.3%	
dont Intérim	19 832	-4.4%	-2.4%	-5.1%	-4.5%	-2.7%	-15.4%	-14.0%	129	-2.3%	-2.2%	-2.9%	-4.5%	-3.1%	-11.3%	-12.1%	

Source : Urssaf / Acofos



Source : Urssaf / Acofos

Source : Urssaf / Acofos

- **L'Industrie sombre de plus en plus dans la dépression.**

Excepté les industries extractives tous les secteurs sont en recul. Tous secteurs confondus, les effectifs industriels affichent une baisse annuelle de -1,6% à fin mars 2013, après -1,3% à fin décembre 2012: 1900 emplois sont ainsi détruits en un an. Le volume d'emploi passe à 116 218 salariés.

Les industries **Agro-alimentaires** basculent dans la régression (-1,3%), soit 160 postes nets perdus. L'activité la plus touchée est la Fabrication de cacao, chocolat et de produits de confiserie (une centaine de postes détruits dans la pâte à tartiner) et aussi la Transformation et conservation de la viande de boucherie.

Le secteur **Cokéfaction et raffinage** diminue ses effectifs de -13,1%. La prise en compte du reclassement des effectifs de la Recherche et développement d'une entreprise du secteur vers le tertiaire ramène la baisse à -4,8%. Ainsi 130 postes nets sont détruits en un an : deux entreprises de raffinage de pétrole concentrent 160 emplois perdus tandis qu'une troisième crée 40 postes.

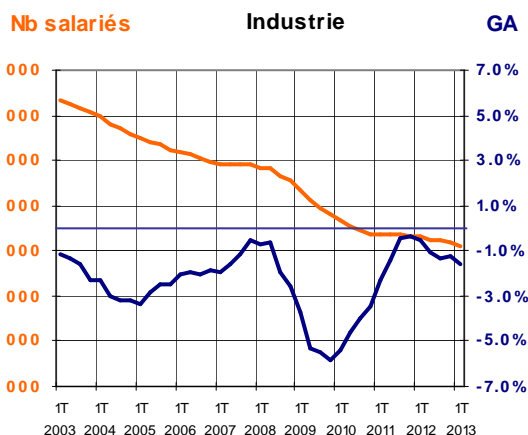
Les **Equipements électriques, électroniques, informatiques** restent atones (-1,2%). La Fabrication d'équipements électriques continue d'être particulièrement touchée (-2,3%) notamment la Fabrication de matériel de distribution et de commande électrique (-66 postes) et la Fabrication de moteurs, génératrices et transformateurs électriques (-45 postes).

La **Fabrication de matériels de transport** accroît de plus en plus ses pertes d'emplois (-2,3%) affectée par l'Industrie automobile (-3,3% soit 320 postes de moins). La Construction aéronautique et spatiale reste dynamique (+0,5%, soit 15 postes de plus).

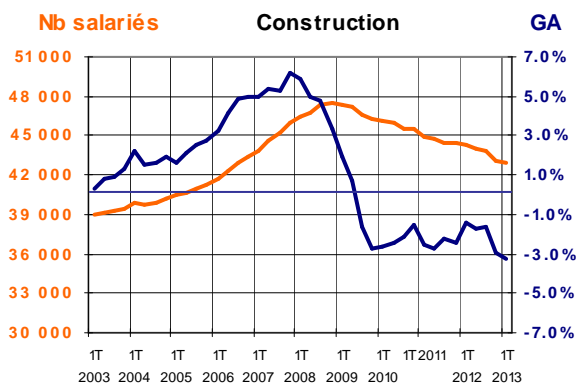
Les **Autres produits industriels** (-1,8%) accélèrent la baisse de leurs effectifs salariés et détruisent 1 100 postes nets en un an.

* L'Industrie des plastiques et autres produits non minéraux conserve la même tendance de réduction d'effectifs (-4,5% à fin mars, soit 660 emplois détruits). La Fabrication d'autres articles en caoutchouc reste très affectée (-5,7% soit 480 postes de moins) touchant particulièrement deux entreprises de la filière automobile. La Fabrication d'emballages en matières plastiques (+55 postes) et la Fabrication d'éléments en matières plastiques pour la construction (+15 postes) font figure d'exception dans ce secteur.

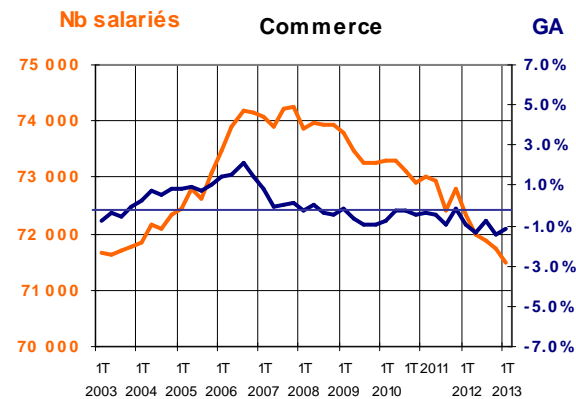
* Le Bois et papier (-6,9%) s'enfoncent dans la régression. Deux activités sont durement touchées: la Fabrication de papier et de carton (200 postes détruits concentrés principalement dans une entreprise) et la Reproduction d'enregistrements (107 postes détruits suite à la fermeture d'une entreprise).



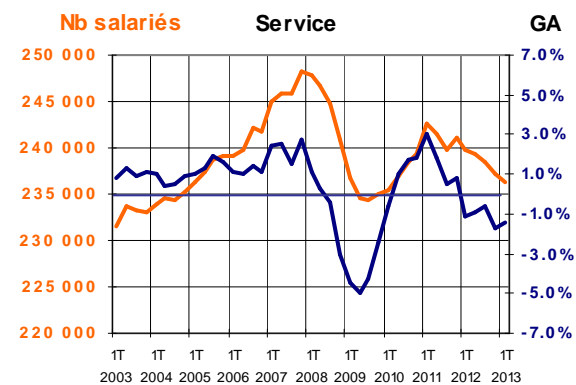
Source : Urssaf / Acofos



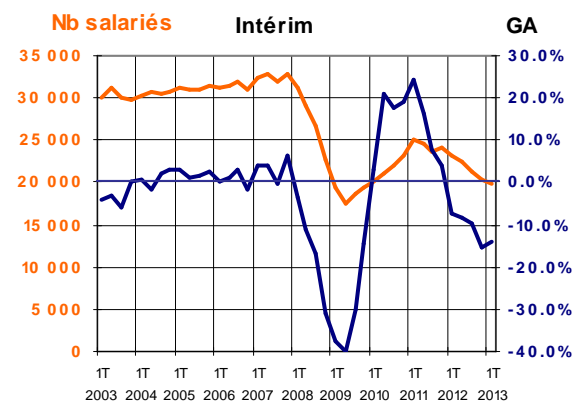
Source : Urssaf / Acofos



Source : Urssaf / Acofos



Source : Urssaf / Acofos



Source : Urssaf / Acofos

* L'Industrie du meuble et diverses ; réparation et installation de machines aggrave ses pertes d'emplois (-1,7% à fin mars 2013 après -1,2% à fin décembre), touchant notamment la Fabrication de meubles de bureau et de magasin (-40 postes) et l'Installation de structures métalliques, chaudronnées et de tuyauterie (-42 postes).

* La Métallurgie après une année de stabilité, recommence à réduire ses emplois (-0,7%). Seule la Fabrication d'autres articles métalliques reste dynamique (+4,5%, soit 60 postes de plus).

* L'Industrie chimique réduit son élan (+1,5% à fin mars après +2,4%): la Fabrication de matières plastiques de base ainsi que la Fabrication de colorants et de pigments continuent de dynamiser le secteur.

* L'Industrie pharmaceutique, portée par quatre grandes entreprises, accroît son essor (+2,2%, soit 150 emplois nets créés).

Les **Industries extractives, Energie, Eau** continuent leur progression. Avec l'évolution la plus forte (+2,7%), elles apportent 310 postes nets supplémentaires à la région, principalement créés dans la Distribution d'électricité (+120 postes), la Production d'électricité (+100 postes), la Collecte des déchets dangereux (+60 postes) et la Récupération de déchets triés (+45 postes). En revanche, le Captage, traitement et distribution d'eau perd 35 postes répartis sur l'ensemble des établissements.

• La Construction s'effondre

Elle affiche la décroissance la plus forte (-3,2%) des quatre branches, soit plus de 1400 emplois détruits.

La **Construction de bâtiments** (-6,6%) perd 145 postes dans la Construction de maisons individuelles et 150 postes dans la Construction d'autres bâtiments. Le **Génie civil** ne résiste plus (-1,5%): la Construction d'autres ouvrages de génie civil créent toujours des emplois (+90 emplois), mais en revanche la Construction de routes et autoroutes ainsi que la Construction d'ouvrages d'art s'effondrent (respectivement -94 et -35 postes).

Les **Travaux de construction spécialisés** continuent d'être fortement touchés (-3,1%, soit 1 080 emplois de moins) essentiellement dans les Travaux de maçonnerie générale et gros oeuvre de bâtiment (-280 postes), les Travaux de peinture vitrerie et les Travaux de menuiserie bois pvc (-130 postes chacun) et les Travaux d'installation électrique dans tous locaux (-120 postes),

• Le Commerce ralentit légèrement son rythme d'érosion.

L'emploi baisse de -1,2% à fin mars 2013, après -1,4% à fin 2012. Il représente 15% des effectifs salariés de la région et diminue de 840 emplois nets en un an. Le **Commerce de gros** (-2,6%) est le plus affecté en nombre par 490 pertes nettes d'emplois. On retrouve des activités liées à la Construction tel le Commerce de gros de bois et de matériaux de construction ainsi que le Commerce de gros de machines pour l'extraction, la construction et le génie civil (respectivement -60 emplois et -45 emplois).

Le **Commerce de détail** ralentit ses réductions d'effectifs (-0,3% après -1,1% à fin 2012) mais perd toutefois 290 postes nets. Les emplois sont créés dans les grandes structures (notamment hypermarchés, supermarchés et grands magasins spécialisés de sport) et ne concerne pas le commerce local.

Le **Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles** (-2,2%) perd 225 postes, tous perdus dans le commerce de voitures et celui de l'équipement automobile. A contrario l'activité Entretien réparation reste créatrice d'emplois.

• Les Services subissent l'impact de l'Intérim. Hors Intérim l'emploi dans les Services est stable.

Le rythme de décroissance des effectifs des Services ralentit légèrement (-1,4% à fin mars 2013 après -1,7% à fin 2012). Ainsi 3 270 emplois nets sont détruits en un an. Cette moindre régression reflète l'évolution de l'**Intérim** (-14,0% après -15,4% à fin 2012) qui détruit 3 220 postes en un an. Hors Intérim, l'emploi dans les Services ne perd que 50 postes.

Le **Transport** conserve sa tendance: -1,6%, soit 750 postes supprimés en un an. Les activités transport de fret continuent leur déprime, principalement les Transports routiers de fret interurbains (-440 postes) mais aussi ceux de proximité (-100 postes) et maritimes et côtiers (-110 postes); seuls les Transports fluviaux de fret restent positifs (8 postes créés). Le Transport ferroviaire interurbain de voyageurs connaît à son tour les réductions de postes. En revanche l'Entreposage est soutenu par l'Affrètement et organisation des transports (+1,0%) et par l'Entreposage et stockage frigorifique (+2,7%).

Le secteur de l'**Hébergement et la restauration** bascule dans la régression (-1,5%) et détruit 280 emplois; aucun sous-secteur n'est épargné. L'**Information et la communication** (+0,3%) se maintiennent globalement. Le secteur souffre toujours dans l'Édition (-5,2%) alors que les Télécommunications progressent (+1,3%).

Les **Activités financières et d'assurance** sont stables tandis que les **Activités immobilières** continuent leur chute (-2,5%) principalement dans les Agences immobilières et dans la Location de terrains et d'autres biens immobiliers.

Les **Activités scientifiques et techniques ; soutien, services administratifs hors intérim**, après la correction liée au Service Recherche d'une entreprise de pétrochimie, progressent de +0,7%. Seules les Autres activités de nettoyage des bâtiments et nettoyage industriel ainsi que les Activités liées aux systèmes de sécurité restent créateurs d'emplois.

Les **Administrations publiques, défense, enseignement, santé humaine et action sociale** augmentent de +0,9%, soit 490 emplois supplémentaires. Trois des quatre sous-secteurs continuent de créer des emplois: l'Éducation (+0,5%), les Activités pour la santé humaine (+0,4%), l'Action sociale et hébergement médico-social (+0,9%, dont 180 postes créés dans l'Hébergement social pour personnes âgées). A contrario l'Administration publique (-2,4%) reste sur sa tendance baissière (dont -2,8% dans Activités générales de Sécurité Sociale).

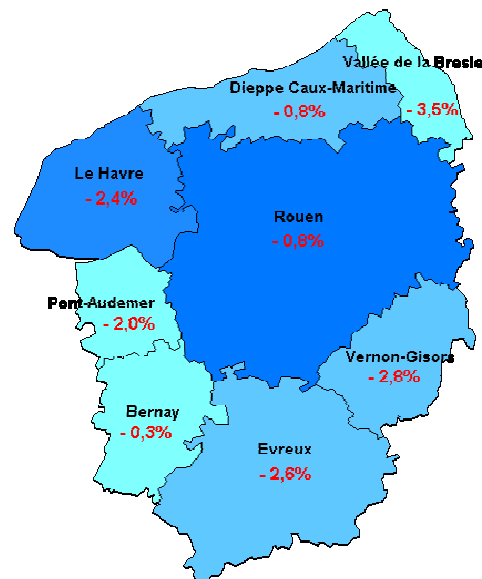
Les Autres activités de services (-0,8% soit -150 emplois) incluent notamment la Coiffure (-3,4%) et les Arts du spectacle vivant (-8,7%).

L'emploi et la masse salariale

par bassin d'emploi au 1^{er} trimestre 2013

Evolution annuelle des effectifs par bassin d'emploi et secteur économique

Effectif CVS GA 1T 2013	Industrie	BTP	Commerce	HCR	Autres Services	Intérim	TOTAL
Bernay	3 549 -1.4%	1 290 0.0%	1 903 0.5%	359 -2.6%	3 238 3.2%	409 -17.7%	10748 -0.3%
Dieppe - Caux maritime	9 835 0.9%	2 466 -2.0%	4 898 -1.1%	1 425 -2.5%	8 312 -2.4%	825 -8.4%	27761 -0.8%
Le Havre	27 073 -3.1%	10 060 -3.8%	14 677 -1.6%	4 057 -0.6%	50 353 0.5%	4 685 -17.8%	110905 -2.4%
Pont-Audemer	2 278 -1.8%	1 388 -0.4%	2 048 -3.0%	288 -2.8%	2 746 1.2%	403 -20.9%	9151 -2.0%
Rouen	46 188 -1.7%	20 753 -3.2%	34 273 -0.4%	8 843 0.0%	101 447 0.6%	8 990 -11.6%	220494 -0.8%
Vallée de la Bresle	6 849 0.4%	778 -6.4%	1 257 -4.6%	404 -5.6%	2 464 -6.2%	723 -21.9%	12475 -3.5%
Vernon - Gisors	7 899 -1.0%	2 238 -3.3%	4 207 -3.7%	1 007 -7.0%	8 277 -1.0%	1 383 -16.5%	25011 -2.8%
Évreux	12 547 -1.5%	3 898 -4.1%	8 218 -1.5%	2 145 -5.0%	21 400 -2.3%	2 414 -10.7%	50622 -2.6%
Total	116 218 -1.6%	42 871 -3.2%	71 481 -1.2%	18 528 -1.5%	198 237 0.1%	19 832 -14.0%	467 167 -1.6%



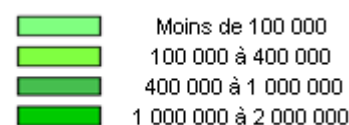
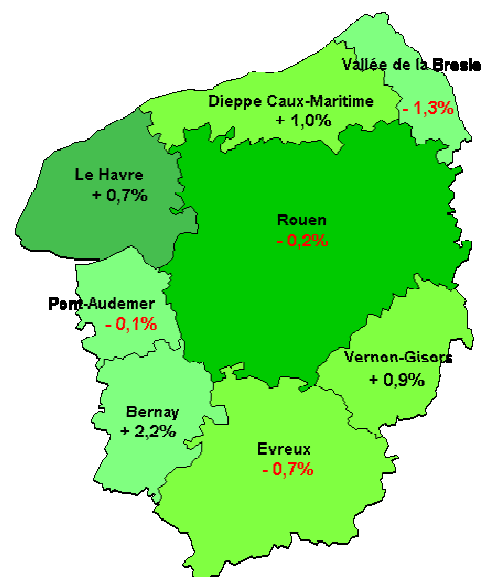
Effectifs salariés (CVS)



Source : les Urssaf de Haute-Normandie / Acoos

Evolution annuelle de la masse salariale par bassin d'emploi et secteur économique

Masse salariale CVS GA 1T 2013	Industrie	BTP	Commerce	HCR	Autres Services	Intérim	TOTAL en milliers d'euros
Bernay	28 223 1.3%	6 816 0.9%	10 581 2.6%	1 385 -0.3%	18 888 4.3%	3 161 1.5%	69 054 2.2%
Dieppe - Caux maritime	82 719 2.5%	13 305 -2.0%	28 867 1.6%	6 405 -2.3%	45 220 0.5%	5 015 -10.2%	181 531 1.0%
Le Havre	269 707 0.0%	62 853 -1.4%	84 435 -0.8%	17 029 -0.2%	344 019 3.5%	31 655 -13.7%	809 697 0.7%
Pont-Audemer	16 819 1.0%	7 570 1.5%	11 376 -1.5%	1 264 1.3%	15 179 3.2%	2 494 -23.7%	54 702 -0.1%
Rouen	402 494 0.1%	128 424 -1.9%	209 888 0.1%	39 061 2.0%	668 973 0.8%	58 193 -11.8%	1 507 033 -0.2%
Vallée de la Bresle	52 932 1.6%	3 984 -3.2%	7 146 -2.0%	1 756 -7.4%	13 696 -1.6%	4 823 -22.3%	84 336 -1.3%
Vernon - Gisors	70 634 2.0%	12 651 -2.9%	26 629 -0.2%	5 666 4.1%	52 744 2.9%	9 268 -10.2%	177 593 0.9%
Évreux	97 695 -0.8%	21 519 -3.5%	50 645 0.4%	9 039 -1.6%	136 791 0.3%	14 442 -7.3%	330 130 -0.7%
Total	1 021 224 0.4%	257 122 -1.8%	429 565 0.0%	81 605 0.7%	1 295 510 1.7%	129 050 -12.1%	3 214 076 0.1%



Source : les Urssaf de Haute-Normandie / Acoos

Masse salariale en milliers d'euros (CVS)

L'Industrie en Haute-Normandie - 2013

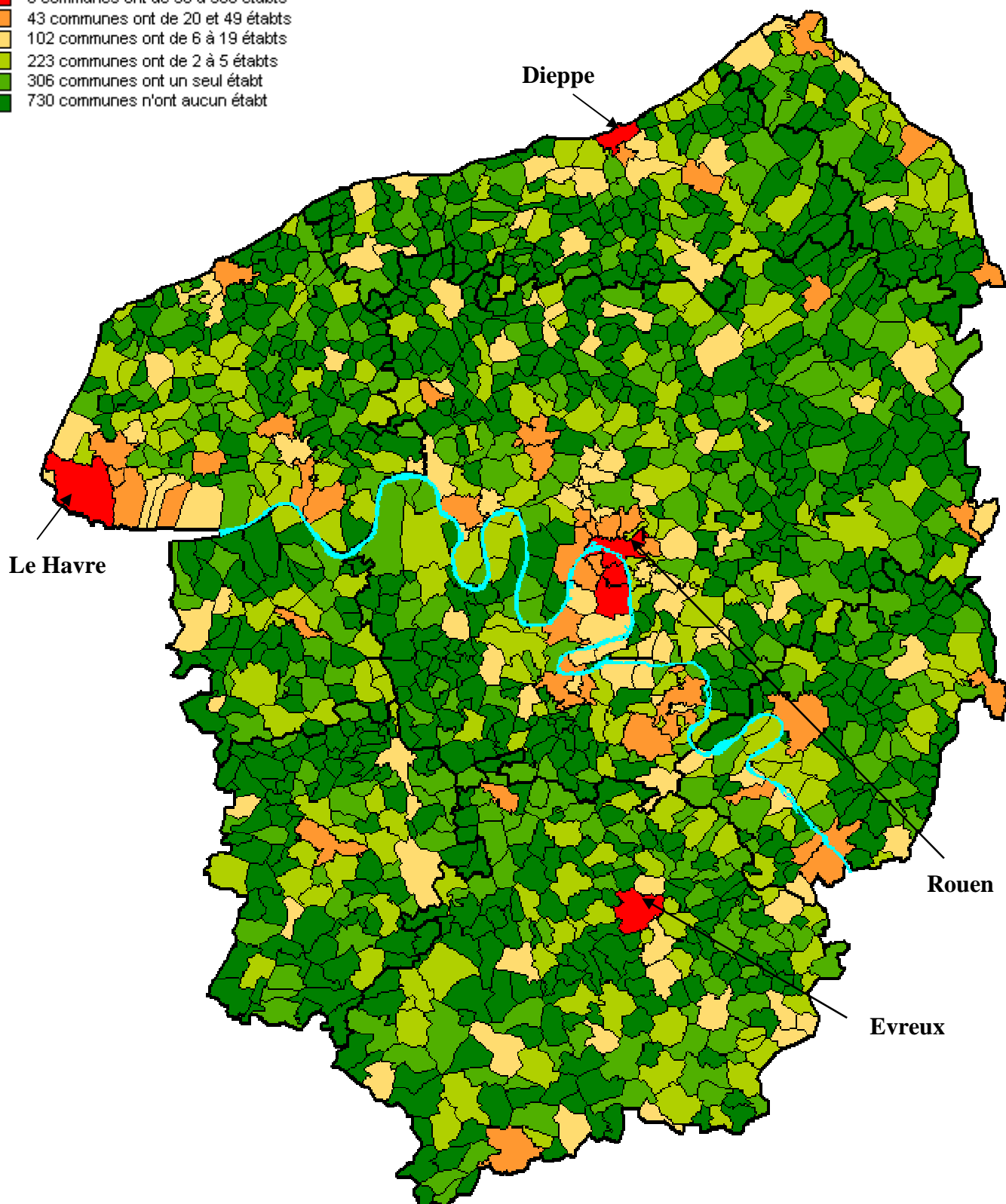
Cette carte présente les établissements employeurs, sis dans la région, relevant du secteur de l'Industrie. Implantée principalement tout au long de la Seine jusqu'à son estuaire, l'Industrie de la région compte 3 959 établissements employeurs.

Quatre pôles géographiques émergent autour de Rouen, Le Havre, Dieppe et Evreux.

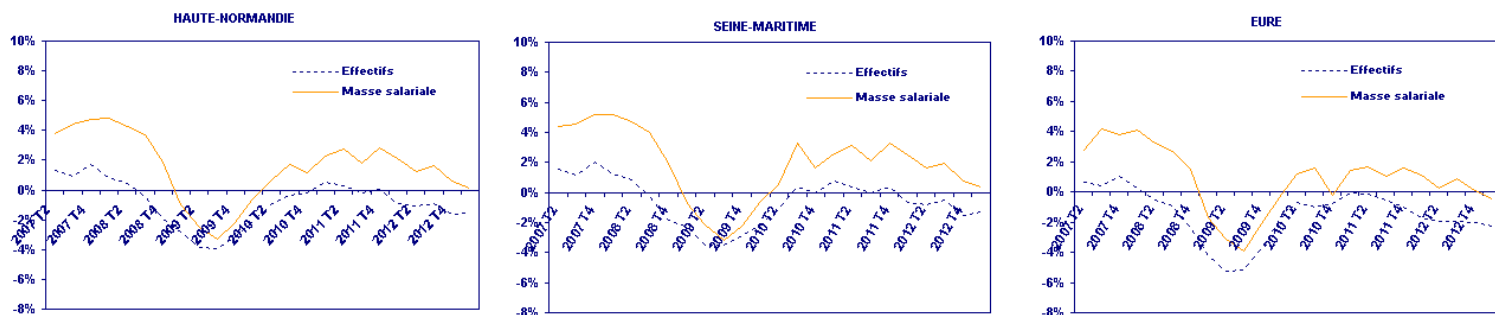
La part des établissements de l'Industrie s'élève à 10% dans la région contre 8,6% au niveau national.

Nombre d'établissements employeurs de l'Industrie - 1er trimestre 2013 - par commune

- 6 communes ont de 50 à 300 étabts
- 43 communes ont de 20 et 49 étabts
- 102 communes ont de 6 à 19 étabts
- 223 communes ont de 2 à 5 étabts
- 306 communes ont un seul étabt
- 730 communes n'ont aucun étabt

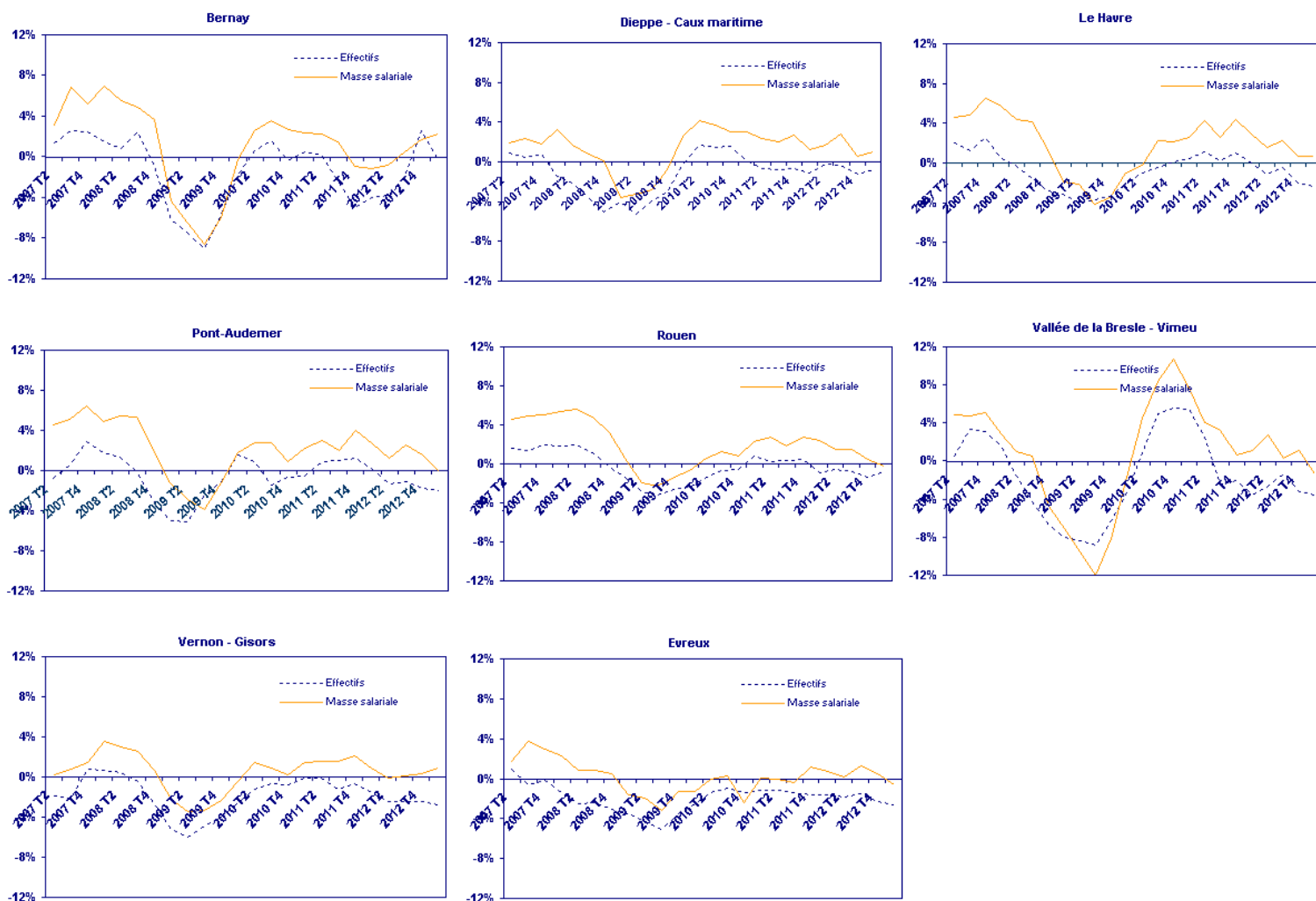


Evolution de l'emploi et la masse salariale en région Haute-Normandie en glissement annuel



Source : les Urssaf de Haute-Normandie / Acoos

Evolution de l'emploi et la masse salariale par bassin d'emploi en glissement annuel



Source : les Urssaf de Haute-Normandie / Acoos

L'emploi et la masse salariale

par secteur d'activité selon NACE 38 au 1^{er} trimestre 2013

Secteurs d'activité (NACE 38)	Effectif salarié					Masse salariale				
	2013 T1 En nombre	G Trimestriel		Glisst annuel		2013 T1 Millions €	G Trimestriel		Glisst annuel	
		2012 T4	2013 T1	2012 T4	2013 T1		2012 T4	2013 T1	2012 T4	2013 T1
En valeur CVS										
AZ Agriculture, sylviculture et pêche	161	1.8%	6.1%	-1.2%	13.2%	0.7	8.2%	-4.9%	3.2%	1.2%
BZ Industries extractives	458	-0.5%	2.5%	-2.3%	1.7%	3.7	0.8%	-2.7%	5.5%	0.8%
CA Industries agro-alimentaires	12 826	-0.7%	-1.0%	-0.2%	-1.3%	85.5	0.7%	-0.6%	3.0%	1.6%
CB Habillement, textile et cuir	950	0.1%	-2.8%	-5.0%	-4.1%	5.9	-1.0%	0.2%	-4.8%	-3.4%
CC Bois et papier	5 904	-2.6%	-1.8%	-6.2%	-6.9%	49.5	-7.0%	5.9%	-8.0%	-2.9%
CD Cokéfaction et raffinage	3 230	-1.2%	-1.4%	-11.8%	-13.1%	41.6	-1.3%	-5.0%	-10.7%	-15.0%
CE Industrie chimique	9 942	0.5%	-0.5%	2.4%	1.5%	110.5	1.1%	0.5%	4.1%	3.2%
CF Industrie pharmaceutique	6 829	0.6%	1.1%	1.7%	2.2%	70.8	0.3%	1.8%	3.7%	0.6%
CG Industrie des plastiques et autres produits non minéraux	13 924	0.1%	-0.7%	-4.0%	-4.5%	112.3	0.8%	0.2%	-1.8%	-2.8%
CH Métallurgie et fabrication de produits métalliques	12 904	-0.4%	0.1%	0.1%	-0.7%	101.1	0.4%	0.4%	3.3%	0.6%
CI Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	2 827	0.1%	-0.1%	-1.6%	-1.7%	25.6	2.3%	0.4%	1.7%	0.8%
CJ Fabrication d'équipements électriques	5 453	-1.5%	0.0%	-2.6%	-2.3%	46.8	1.2%	0.7%	2.2%	2.0%
CK Fabrication de machines et équipements n.c.a.	6 474	0.2%	-0.8%	0.7%	-0.2%	63.0	-0.5%	1.9%	3.1%	4.1%
CL Fabrication de matériels de transport	12 874	-0.7%	-1.1%	-1.9%	-2.3%	124.0	2.4%	1.0%	1.1%	3.5%
CM Industrie du meuble et diverses ; réparation et installation de machines	10 083	-0.6%	-1.0%	-1.2%	-1.7%	79.7	0.0%	0.4%	0.8%	1.0%
DZ Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	5 709	0.4%	2.1%	1.8%	3.5%	62.8	-2.4%	2.1%	0.0%	1.4%
EZ Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution	5 843	-0.1%	1.9%	1.2%	2.0%	38.5	-0.3%	0.1%	3.9%	2.8%
FZ Construction	42 871	-1.5%	-0.6%	-2.9%	-3.2%	257.1	-0.8%	-0.8%	-1.0%	-1.8%
GZ Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	71 481	-0.2%	-0.4%	-1.4%	-1.2%	429.6	-0.4%	-0.4%	0.3%	0.0%
HZ Transports et entreposage	44 978	-0.6%	-0.4%	-1.6%	-1.6%	326.8	0.4%	0.1%	0.2%	0.9%
IZ Hébergement et restauration	18 513	-0.2%	-1.5%	-0.1%	-1.5%	81.6	0.2%	-0.9%	2.0%	0.7%
JA Edition et Audiovisuel	1 668	-7.5%	1.0%	-6.7%	-3.6%	11.9	-9.8%	-0.1%	-10.9%	-8.7%
JB Télécommunications	2 568	0.1%	2.2%	-1.5%	1.3%	18.6	0.8%	0.7%	2.2%	1.1%
JC Activités informatiques	2 916	0.1%	1.1%	0.8%	1.7%	24.1	0.9%	2.4%	2.3%	3.7%
KZ Activités financières et d'assurance	15 254	0.1%	0.3%	0.0%	0.3%	138.9	0.5%	-1.3%	3.6%	0.9%
LZ Activités immobilières	6 188	0.1%	-0.4%	-3.3%	-2.5%	39.6	-0.8%	1.4%	-2.5%	-1.4%
MA Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	19 543	0.4%	-0.3%	1.3%	2.1%	160.4	1.6%	-1.6%	5.6%	5.2%
MB Recherche et développement	953	-0.4%	-1.5%	0.6%	-1.9%	8.6	2.7%	-0.1%	7.0%	3.8%
MC Autres activités scientifiques et techniques	2 989	1.8%	-1.3%	1.4%	0.9%	15.6	1.4%	-3.6%	2.8%	-2.1%
NZ Activités de services administratifs et de soutien	48 062	-1.5%	-0.8%	-6.3%	-5.8%	258.8	-2.7%	-0.3%	-5.1%	-5.3%
OZ Administration publique	4 686	-0.4%	-1.0%	-2.1%	-2.4%	37.6	1.5%	-2.2%	1.4%	0.8%
PZ Education	7 801	-1.4%	0.8%	-0.6%	0.5%	41.9	-0.4%	-0.4%	1.0%	0.6%
QA Activités pour la santé humaine	12 306	-0.6%	0.3%	-0.5%	0.4%	76.3	0.2%	0.2%	2.7%	1.9%
QB Action sociale et hébergement médico-social	28 652	-0.1%	1.2%	1.1%	1.8%	127.7	0.9%	0.9%	4.5%	3.8%
RZ Arts, spectacles et activités récréatives	6 404	-0.8%	-2.1%	0.2%	-2.0%	30.1	-0.9%	-1.6%	1.8%	0.7%
SZ Autres activités de services	13 017	0.2%	-0.2%	-0.6%	-0.2%	106.2	2.9%	-1.0%	1.0%	-1.2%
UZ Activités extra-territoriales	2	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%	0.0	5.7%	-5.3%	4.7%	-0.9%

Source : les Urssaf de Haute-Normandie / Acoss

Méthodologie

Source des données :

La base SEQUOIA-UR-ACOSS centralise au niveau national les informations issues des bordereaux récapitulatifs des cotisations (BRC), supports déclaratifs utilisés par les employeurs du régime général déclarant leurs cotisations sociales aux Urssaf.

Champ :

Les salariés des établissements de Haute-Normandie retenus dans cette analyse relèvent du secteur concurrentiel : il intègre toutes les branches d'activité économique sauf les administrations publiques, l'éducation non marchande (établissements d'enseignement relevant de l'Etat et des collectivités territoriales), la santé non marchande et l'emploi par les ménages de salarié à domicile. Le secteur dit «Autres» intègre non seulement les établissements ayant provisoirement une activité non classée, mais aussi les activités «Agriculture, Sylviculture, Pêche». En effet, concernant le secteur de l'Agriculture, les Urssaf n'ont qu'une couverture marginale par rapport à la mutualité sociale agricole (MSA).

Notions retenues :

L'effectif salarié, relevé sur le BRC de l'entreprise, est l'effectif en fin de trimestre ; chaque salarié compte pour un, indépendamment de sa durée de travail.

La masse salariale désigne l'ensemble des rémunérations sur lesquelles repose le calcul des cotisations. Cette assiette salariale se compose du salaire de base auquel peuvent s'ajouter des compléments légaux,

conventionnels ou attribués à l'initiative de l'employeur (primes, rémunération des heures supplémentaires, avantages en nature...) ; toutefois elle ne comprend pas les sommes allouées au titre de la participation et de l'intéressement.

Le salaire mensuel moyen par tête (SMPT) est calculé en rapportant la masse salariale du trimestre à l'effectif moyen observé sur le trimestre. Ce dernier est calculé comme la moyenne des effectifs de début et de fin de trimestre. Enfin, ce salaire trimestriel moyen est divisé par 3 pour obtenir un salaire mensuel moyen par tête.

Les données sont désaisonnalisées (CVS : Correction des Variations Saisonnières) pour corriger notamment l'impact des versements des primes et les fluctuations saisonnières de l'emploi. Ces désaisonnalisations peuvent conduire à des révisions des périodes antérieures. Les données sont provisoires pour le dernier trimestre, et comprennent des révisions sur l'historique essentiellement sur le trimestre précédent.

Indicateurs :

Le glissement trimestriel (GT) compare les données du trimestre avec celles du trimestre précédent. Le glissement annuel (GA) compare les données du trimestre avec celles du trimestre correspondant de l'année précédente.

Retrouvez l'intégralité de cette étude, et le n° précédent, sur le site de votre Urssaf :

www.seine-maritime.urssaf.fr
www.eure.urssaf.fr

L'Agence Centrale des Organismes de Sécurité Sociale (ACOSS) met en ligne les résultats nationaux dans une publication intitulée «Acooss Stats», retrouvez-la sur le site www.acoss.fr, rubrique publications.

⊕ Abonnez-vous

Vous pouvez également vous abonner gratuitement à la newsletter de l'Urssaf en vous connectant sur le site national :

www.urssaf.fr

Vous y retrouverez des informations réglementaires adaptées à votre profil et des informations sur l'actualité des Urssaf de la région (salons, réunions d'informations, contacts utiles...).

Observatoire des ressources de la Sécurité Sociale en Haute-Normandie

Publication statistique trimestrielle des Urssaf de Haute-Normandie N°17/ juillet 2013 - Directeur de la publication : Gérard GILMANT
 Conception et réalisation : Statistiques régionales - Martine Truyens - tél : 02.35.58.39.85 / martine.truyens@urssaf.fr
 Imprimeur : UNICA - Tirage : 300 ex - N° ISSN / 1953-6716

Contact : 3957(0,118€/mn) du lundi au vendredi 9h-12h et 14h-17h - Urssaf de la Seine-Maritime 61, rue Pierre Renaudel - BP2035X 76040 Rouen cedex 1